



PROCES VERBAL de la séance du 29 novembre 2022

Membres	Membres en exercice	Membres présents	Dont titulaires	Dont suppléants
155	155	79	74	5

Etaient présents :

Membres du bureau :

Président : WEBER J.Paul

1er VP : SCHNEIDER Brigitte

2ème VP : MOUGIN Christian

3ème VP : KIFFER Nadège

4ème VP : ZORDAN Jean

1er Assesseur : RENNIE Madeleine

2ème Assesseur : GAILLOT J. Luc

4ème Assesseur : STEICHEN Christian

6ème Assesseur : GEORGES Gérard

8ème Assesseur : FRASCHINI Patrick

Délégués Titulaires :

ALGRANGE	BONIFAZZI	Guy	MALLING	CARREIA	Manuel
ANGEVILLERS	KAISER	Jean-Baptiste	MANDEREN-RITZING	KICHENBRAND	Jacqueline
ANZELING	HOVASSE	Alain	MANOM	SANSALONE	Carmelo
AUDUN-LE-TICHE	BLASI-TOCCACCELI	Gilles	MONNEREN	SCHNEIDER	Paul
AUDUN-LE-TICHE	FELICI	René	MONTENACH	TINNES	Jean-Paul
AUDUN-LE-TICHE	PRASSEL	Gilles	MOYEUVE-PETITE	SCHWEIZER	Christian
BASSE-HAM	DEMOULIN	Nicolas	NEUFCHÉF	MAISONNEUVE	Patrick
BERTRANGE	SIEBENALER	Claude	NILVANGE	DELLA NAVE	André
BOUSSE	NEVEUX	Jérémy	NILVANGE	GULINO	Georges
BRETTNACH	CHAMPLON	Annette	OTTANGE	BERTONI	Gilles
BUDING	SCHLINCKER	Bernard	ODRENNE	HAMANN	Sophie
CHEMERY-LES-DEUX	GIL	Philippe	RANGUEVAUX	DEUTSCH	André
DISTROFF	GUERDER	Luc	REMELFANG	HARTER	Michel
EBERSVILLER	MORITZ	Edmond	REMELING	GALGON	Mathieu
ELZANGE	LAUER	Jean-Paul	RETTEL	VERCELLINO	Bruno
FAMECK	EBERHART	Pascal	ROSSELANGE	WEILER	Jean-Paul
FLASTROFF	NADE	Xavier	ROSSELANGE	VISCERA	Joseph
FLORANGE	ANTOINE	Marc	RURANGE-LES-THIONVILLE	BALTZLI	Jean-Luc
FLORANGE	MICHEL	Stéphane	SAINT-FRANCOIS-LACROIX	ZIMMER	Christophe
FLORANGE	NICOLAS	Patrick	SCHWERDORFF	MARCAND	Serge
GRINDORFF-BIZING	NIDERCORN	Marc	SEREMANGE-ERZANGE	CHIKH	Ali
HAVANGE	BLOT-KOEPPERS	Rudy	SEREMANGE-ERZANGE	OSTER	Alain
HUNTING	FOUSSE	Louis	STUCKANGE	FRADELLA	Cédric
INGLANGE	HARTZ	Bertrand	TERVILLE	ACKERMANN	Raymond
KEDANGE-SUR-CANNER	KIEFFER	Jean	TERVILLE	BOULAY	Jean-Paul
KERLING-LES-SIERCK	HOCHARD	Guy	THIONVILLE	GANDECKI	Claude
KIRSCH-LES-SIERCK	DEGENEVE	Denis	THIONVILLE	HARAU	Guy
KLANG	IACUZZO	Dominique	THIONVILLE	STARCK	Cathy
KNUTANGE	CORAZZA	Jean-Luc	VECKRING	KUNEGEL	Alain
KNUTANGE	DURRMEYER	Nathalie	VITRY-SUR-ORNE	GOBBI	Anthony
LAUNSTROFF	RICCI	Françoise	WALDWEISTROFF	PIGNON	Bernard
LUTTANGE	DANIS	Marc	WALDWISSE	MAGARD	Jean-Guy

Délégués suppléants :

BOUSSE	LARSONNIER	Franck	MERSCHWEILLER	WEHR	Denis
HOLLING	BORSI	Marc-Olivier	RURANGE-LES-THIONVILLE	MOUREY	Christophe
KEMPLICH	HODGSON	Christopher Paul			

Sont excusés et ont donné procuration : MENEGOS Michel à P.Christophe HODGSON .Alphonse MASSON à Michel HARTER

Sont excusés : Remy SADOCCO, Nicolas DE SANCTIS, Alain FRITZ, Norbert BALTAZAR, Mélanie EVRARD, Florence FALETIC, Patrick BECKER , J. Luc DAUENDORFER, Walter BETTEGA, Lucas GRANDJEAN

Assistés en outres : Philippe ROUSTAN, Liliane FELY, Lionel TOMAZ, Bernadette VIEUSANGE, Danie RIMETZ

Les délégués présents ont signé au registre des délibérations. Les délibérations concernant les points examinés lors de cette séance ont été publiées le 30 novembre 2022.

Les autres conditions éventuellement nécessaires au caractère exécutoire de ces actes étant conformes aux dispositions législatives en vigueur (Loi Municipale Locale du 6 juin 1895 et Lois des 2 mars et 22 juillet 1982

Monsieur le Président, Jean-Paul WEBER ouvre la séance à 18 H 15.

Après validation du Compte-rendu du Comité du 22 juin dernier, Monsieur le Président passe immédiatement à l'ordre du jour :

1- Point d'information sur la redevance R2 2021 :

La redevance R2 qui sera versée en 2023 aux communes repose sur les travaux réalisés en 2021. Le présent rapport a pour objectif d'informer le comité syndical de la situation enregistrée au terme de l'instruction, en vue d'éventuels compléments ou ajustements. La délibération définitive sera présentée au comité syndical au cours du premier semestre 2023, après actualisation des données.

La redevance R2 tient compte désormais des nouvelles modalités de calcul issues du contrat de concession signé en 2019.

La nouvelle formule est la suivante :

$$R2 = [(0,6 B + 0,1 I) \times (1+Pc/Pd)] \times (0,01 \times D + 0,1)$$

Où

B = travaux réalisés sur le réseau BT (effacement de réseau uniquement)

I = dépenses d'investissement permettant de mettre en œuvre, pour le réseau public de distribution concédé, les dispositions légales relatives à la transition énergétique, et permettant notamment de différer ou d'éviter le renforcement de celui-ci (systèmes de pilotage de l'éclairage public permettant de réduire la puissance appelée en pointe, luminaires à basse consommation, investissement en EP rendus nécessaires par l'effacement de réseaux aériens...)

Pc/Pd = rapport entre la population de la concession et la population du département, soit $242637/646502 = 0,3753$ (*valeurs de l'an dernier, à actualiser au 1/1/2023*)

D = Durée de la concession (30 ans)

On constate donc que le taux de subvention pour une dépense relevant uniquement du terme I s'élève à **5,5 %**, alors que si la dépense relève du terme B, le taux de subvention s'établit à **33%**.

Le terme « **I** » est cependant plafonné à 4,33 €/habitant, soit $4,33 \times 242.637 = 1.050.618$ euros (*valeurs à actualiser au 1/1/2023*). Les dépenses enregistrées sur le terme I en 2021 sont inférieures à ce plafond, en l'état actuel des choses. Elles ne subiraient donc, par conséquent, aucun écrêtement.

Le terme « **B** », relatif à l'effacement des réseaux basse tension s'élève pour l'instant à 859.320 euros, ramené à 749.140 euros après déduction des subventions versées par le syndicat sur fonds propres, en plus de la subvention ENEDIS.

La nouvelle formule conduit par conséquent à une redevance R2 qui s'élèverait à **336.218** euros, dont 299.852 euros seraient reversés aux communes.

L'application du cahier des charges de concession nous permet cependant de bénéficier de la mesure d'exception, appliquée les 5 premières années, qui prévoit un versement plancher de 871.528/an (correspondant à la moyenne de la R2 2012-2015).

Le surplus encaissé par le syndicat permettra de financer les compléments à apporter sur tous les dossiers art 8 en stock, et surtout d'anticiper sur les avances de trésorerie que le syndicat sera amené à supporter dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage des opérations d'effacement.

Un tableau détaillant le montant **provisoire estimé** de la R2 qui serait versée en 2023 est communiqué en annexe, pour l'information des communes. **Les chiffres mentionnés ne sont que purement indicatifs, n'ayant pas été validés par le concessionnaire.**

Le comité syndical prend acte de cette situation provisoirement établie.

2- Débat d'orientation budgétaire 2023

En application des articles 11 et 15 de la Loi "Administration Territoriale de la République" du 6 février 1992, les communes et établissements publics de coopération intercommunale doivent procéder dans les deux mois précédant le vote de leur budget primitif à un Débat d'Orientation Budgétaire.

Pour notre Syndicat, dont le rôle principal consiste à contrôler le concessionnaire et à redistribuer aux communes associées les redevances d'investissement versées par ENEDIS, le D.O.B. ne présente pas un grand intérêt. Aucune politique n'est à définir en matière fiscale, ni en matière d'investissement ou d'emprunt, il se limite donc à l'expression de grands principes de fonctionnement, tels que :

- le contrôle des activités du concessionnaire et la négociation des redevances les plus intéressantes pour les communes membres,
- la définition de règles objectives pour la redistribution des crédits d'investissement, particulièrement dans le domaine de l'effacement des réseaux où il convient désormais que le syndicat exerce la maîtrise d'ouvrage ou la délègue,
- l'incitation à la planification des projets dans le but d'optimiser les concours financiers.
- le traitement rapide des dossiers de subvention déposés par les communes.
- la contribution aux réflexions en faveur du développement des énergies renouvelables, de la maîtrise de l'énergie et de l'évolution des usages de l'électricité, notamment dans le domaine automobile, avec le déploiement de bornes de recharge.

L'annexe ci-dessous informe le comité syndical sur la situation financière du syndicat.

Annexe financière :

Le budget du syndicat connaît une structure particulière et sa complexité se développe depuis quelques années, avec la mise en place de la TCCFE et les dispositions du nouveau contrat de concession (exercice de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement de réseau, instauration d'une période transitoire où cohabitent ancien et nouveau régime, mécanismes de garantie sur la redevance R2,...).

Il faut retenir que le syndicat dispose de trois redevances versées par le concessionnaire :

- La redevance R1 destinée à financer le fonctionnement du syndicat (208.000 €*)
- La redevance R2 reversée aux communes (871.528 €*)
- La redevance d'effacement de réseau de distribution, communément appelée « Article 8 » (400.000 €*), elle aussi reversée aux communes.

Seule la redevance R1, et ponctuellement l'écart entre la R2 perçue (mécanisme de garantie pendant 5 ans) et la R2 reversée, constituent des recettes réellement utilisables par le syndicat.

Le SISCODIPE perçoit également la TCCFE dans les communes de moins de 2000 ht, mais leur en reverse 95 %.

Le syndicat perçoit enfin une participation des communes aux travaux d'effacement réalisés sur leur territoire, à leur initiative. Il s'agit là encore d'une opération totalement blanche pour le syndicat, qui, d'un côté paie les travaux et de l'autre trouve leur financement dans la redevance « Article 8 », ainsi que dans les participations communales.

Les recettes dont dispose réellement le syndicat se limitent donc, en fait, à :

- La redevance R1,
- L'écart évoqué sur la R2, uniquement pendant la période 2020-2025,
- 5 % de la TCCFE encaissée.

Leur montant peut difficilement être évalué, compte tenu des incertitudes concernant la R2 et du manque de recul dont on dispose sur la TCCFE. On peut considérer qu'il avoisine les 230.000 €.

Face à ces recettes, le syndicat consomme environ 80.000 € pour les indemnités des élus et la rémunération du personnel, auxquels s'ajoutent ses dépenses courantes de fonctionnement qui s'élèvent à environ 116.000 € (BP 2022). Il ne lui reste donc qu'environ 30 à 40.000 € par an, disponibles pour son investissement ou de nouvelles actions, telles que les compléments à l'article 8 versés ces dernières années, les subventions exceptionnelles de fin d'année, aujourd'hui suspendues, ou encore le développement d'un schéma de développement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Heureusement, la prudence développée au cours des exercices passés a permis la constitution d'excédents reportés considérables (41.653,20 € en investissement et 582.829,59 € en fonctionnement).

3- Rapport de contrôle du concessionnaire 2021.

Monsieur Philippe ROUSTAN, directeur du syndicat, chargé du contrôle du concessionnaire, présente son rapport 2021. Il indique que :

La principale activité du syndicat, on l'oublie souvent, consiste à contrôler le concessionnaire pour s'assurer de la bonne exécution des engagements figurant dans la convention de concession. Cet examen se traduit par la production, chaque année, d'un rapport de contrôle, que Monsieur ROUSTAN à l'honneur de présenter au Comité, au titre de l'exercice 2021, dernier exercice connu.

Ce contrôle est établi à partir de plusieurs sources, parmi lesquelles figurent évidemment le rapport d'activité que le concessionnaire doit rédiger chaque année, et qui a été présenté au bureau syndical en juin dernier, ainsi que les analyses et interrogations produites par l'administration du syndicat.

Son exposé va suivre le plan général du rapport qui vous a été remis, qui s'articule autour de cinq chapitres :

- une description générale de la concession
- l'appréciation de la qualité des fournitures d'énergie
- l'appréciation de la qualité des interventions auprès des usagers
- l'intégration des ouvrages dans l'environnement
- et enfin l'analyse des éléments financiers de la concession

Il commence donc par présenter une description générale de la concession, qui s'appuie sur les chiffres clés indiqués dans le rapport, ainsi que sur quelques ratios destinés à compléter votre information.

Le syndicat compte aujourd'hui 100 communes membres. Il représente une population de 242.637 habitants, en constante augmentation.

En 2021, la longueur du réseau basse tension concédé est passée à 1653 km, celle du réseau moyenne tension s'établit à 1305 km, soit un réseau total de 2958 km. Sur le réseau moyenne tension, le souterrain l'emporte depuis 2001 sur l'aérien. En 2021, le réseau souterrain moyenne tension représente 63,8% du linéaire. En basse tension, le réseau souterrain a passé pour la première fois en 2006 le cap des 50 % (il atteint aujourd'hui 66,4%).

Le nombre de clients relevant du tarif réglementé s'élève à 67.494. Il diminue en 2021 de plus de 8000 unités, traduisant ainsi l'amplification de la fuite de la clientèle vers les offres non réglementées. En cumul depuis l'ouverture du marché, on estime que plus de la moitié de la clientèle, soit près de 68.000 clients, ont fait jouer la concurrence et sont sortis du régime réglementé. Cela représente environ 50,3% de la clientèle totale.

L'énergie vendue diminue également en 2021, (-12,7%), avec un volume de 347 GWH. Ce chiffre, comme celui des dernières années, est directement impacté par l'effet cumulé de la diminution du nombre de clients, de la clémence hivernale et du ralentissement général de l'activité économique.

Les recettes en résultant diminuent également de 10,1%. Cette évolution intègre deux augmentations de tarifs : le 1^{er} février pour tenir compte de la forte hausse des prix de l'énergie en lien avec la conjoncture internationale, ainsi qu'à l'augmentation des coûts de commercialisation liée à l'acquisition des certificats d'économie d'énergie (cette augmentation

avoisine en moyenne +1,61% pour les particuliers), et le 1^{er} août sur décision ministérielle, en raison de l'évolution des coûts d'acheminement (0,48% en moyenne).

Une réforme importante de la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité a été entreprise en 2021. En 3 ans, la TLCFE verra son coefficient multiplicateur évoluer pour atteindre le niveau maximum de 8,5 en 2023. La TLCFE disparaîtra alors pour intégrer la TICFE, devenue entretemps « l'accise sur l'électricité ». Cette réforme s'est accompagnée du transfert au syndicat de la TLCFE perçue sur le territoire des communes de moins de 2000 hts, sujet que vous connaissez bien, qui a fait l'objet de plusieurs débats dans cette enceinte.

S'agissant des prix pratiqués, on relèvera que les tarifs réglementés restent, en France, parmi les plus bas d'Europe. Ils sont en effet inférieurs d'environ 13% à la moyenne de la zone euro (194,6 €/MWh contre 220,3 €/MWh pour la moyenne européenne). On citera par comparaison, le tarif moyen en Allemagne, qui s'élève à 319,3 €/MWh.

Quelques mots enfin sur l'installation des compteurs Linky qui a débuté en fin d'année 2017. Au terme de l'exercice 2021, 125.593 points de livraison étaient équipés du compteur communicant, soit plus de 93% du parc total, sur 103 communes concernées.

La deuxième partie de ce rapport concerne la qualité des fournitures d'énergie qui mérite une attention particulière car elle touche directement le consommateur. On relèvera par exemple que 98,3 % des clients bénéficient d'une électricité conforme aux seuils contractuels de tension (230 Volts, avec une variation possible de + ou - 10%). Le taux de mauvaise alimentation reste donc très faible : on évalue en effet à 2275 le nombre de clients mal alimentés (Pour mémoire, ce chiffre s'élevait à 4400 en 2000).

Les temps moyens de coupure s'établissent en 2021 à 40 minutes par an, dont 26 minutes pour les coupures sur incidents. Ce résultat 2021 peut être qualifié de bon, en légère amélioration par rapport à l'an dernier.

Il apparaît clairement aujourd'hui que depuis une dizaine d'années les temps de coupure semblent se stabiliser aux environs de 50 minutes, assez nettement en retrait par rapport au ratio national, ce dont on peut se réjouir.

La satisfaction des usagers est un souci permanent pour le concessionnaire et mérite une attention particulière de la part de l'autorité concédante. Elle est appréciée au travers d'enquêtes menées par Enedis. On ne peut que regretter la perte de qualité des informations fournies, qui au fil du temps se réduisent sans cesse.

Depuis 2017 un nouveau dispositif de mesure est en place, qui permet de constater qu'environ 91% de la clientèle domestique et 85% de la clientèle professionnelle est assez ou très satisfaite des prestations du concessionnaire, sur un plan général. En 2021, ces chiffres sont en légère progression par rapport à l'an dernier, et restent supérieurs aux moyennes nationales.

Le professionnalisme et la compétence des techniciens d'Enedis sont les points les plus appréciés par les sondés. Leur courtoisie et leur écoute sont également mis en avant. Par contre, des critiques sont relevées au sujet du manque de coordination au sein des services, de la difficulté à joindre le bon interlocuteur, de l'amplitude des plages horaires de rendez-vous.

L'intégration des ouvrages dans l'environnement est une des missions les plus connues du syndicat et fait l'objet de la quatrième partie de ce rapport. Elle repose en fait sur deux aspects : les travaux réalisés directement par le concessionnaire, sous sa propre maîtrise d'ouvrage et

les travaux réalisés par les communes avec une subvention, plafonnée à 40 %, versée par le syndicat.

Les travaux réalisés directement par le concessionnaire doivent, aux termes de la convention de concession, utiliser une technique discrète dans trois cas : dans un rayon de 500 m autour des monuments historiques, pour 80 % de la longueur construite en agglomération, et pour 60 % de la longueur construite hors agglomération. Ces clauses sont en général largement respectées par le concessionnaire, qui, en 2021, a enfout 93% des travaux neufs qu'il a réalisé en agglomération, 100% hors agglomération et 100% en zone classée).

Les travaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage du concessionnaire portent sur plus de 28 km de lignes nouvelles, chiffre se situant dans une moyenne basse par rapport à ceux des années passées. Plus de 12 km concernent des extensions de réseaux.

S'agissant des travaux réalisés par les communes et subventionnés par le syndicat, le programme 2021 a permis d'aider financièrement 15 communes pour un ensemble de 17 projets. Le taux de subvention a été fixé à 22,412%.

Ce programme a permis évidemment la consommation intégrale de l'enveloppe financière disponible, d'un montant de 400.000 €. Pour la première fois, deux projets (Anzeling et Ebersviller) ont été traités selon les nouvelles dispositions, sous la forme d'un groupement de commandes communes/ENEDIS.

Le syndicat a, encore une fois, complété cette subvention par l'apport supplémentaire de 119.185 € provenant de fonds propres qui ont porté le taux global de subvention à 30%.

Le programme d'effacement de réseaux me permet de faire la transition et d'introduire la cinquième et dernière partie de ce rapport, consacrée aux aspects financiers du contrôle.

Les subventions versées aux communes sont parmi les principales dépenses du syndicat. Elles sont financées par des redevances versées par le concessionnaire. La première de ces redevances est intitulée "R1" et correspond à la redevance de fonctionnement qui permet au syndicat d'exister sans aucune contribution des communes membres. Elle s'est élevée en 2021 à 206.096 euros ce qui correspond à une progression de 0,7%. Ce montant important s'explique par la mise en œuvre des règles et formules du nouveau contrat de concession, et notamment par l'application d'un plancher à la redevance R1.

Les subventions d'investissement ont pour leur part vocation à être reversées aux communes. Il s'agit de la redevance "R2" qui subventionne automatiquement les travaux réalisés par les communes en matière d'économies d'énergie sur l'éclairage public, ainsi que sur les dépenses réalisées pour l'effacement des réseaux de distribution électrique. Monsieur ROUSTAN en profite pour rappeler que, depuis le nouveau contrat de concession (2020) les dépenses en matière d'éclairage public n'entrent plus dans l'assiette de la redevance R2, sauf s'il s'agit de dépenses concourant à la réalisation d'économies d'énergie, comme le passage aux LED ou l'installation d'horloge astronomique. De même, en matière de basse tension, seuls les travaux d'effacement de réseaux sont subventionnés, une 2^e fois, après avoir été retenus au titre de l'article 8. Trop de communes ayant perçu une subvention art 8 oublient de produire leurs factures en R2.

Le comité notera également qu'il existe une dérogation importante : les travaux d'éclairage public peuvent continuer à être subventionnés en R2 s'il s'agit de dépenses d'investissement rendus nécessaires par la réalisation de travaux d'effacement de réseaux de distribution, ayant bénéficié d'une subvention art 8 (c'est ce qu'on appelle les travaux fatals). En d'autres termes,

vosre opération d'effacement subventionnée dans le cadre de l'article 8, est subventionnée, comme d'habitude, une seconde fois avec la R2. Et dans ce cas uniquement, tous les travaux d'éclairage public (fouilles, candélabres, câbles...) seront également subventionnés, à la condition que la commune produise ses factures lors du recensement des dépenses dans le cadre de l'instruction de la R2.

La R2 2021, calculée selon la formule de référence, aurait dû s'élever à 755.981 €. Cependant le syndicat a bénéficié de la mesure de garantie figurant dans le nouveau contrat de concession, qui permet pendant 5 ans de percevoir 871.528 € si le montant de la R2 calculée est inférieur à ce chiffre.

Ce surplus de financement (115.547€) a permis notamment de financer les subventions complémentaires versées au titre de l'art 8.

Depuis l'origine du SISCODIPE, la redevance "R2" a permis le versement de plus de 18,2 M d'euros aux communes membres.

La seconde subvention d'investissement concerne l'effacement de réseaux, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler. Elle fonctionne sur dépôt d'un dossier auprès du syndicat, qui attribue une subvention dans le cadre d'une enveloppe annuelle de 400.000 euros. Le taux de subvention peut depuis 2007 être modulé par le comité syndical, avec un taux plafond de 40%.

Au total, depuis l'origine du syndicat, ce sont près de 26 M€ qui ont été reversés aux communes, au titre de la R2 et de l'article 8.

Quelques mots doivent enfin être consacrés à la valorisation de la concession et à son résultat d'exploitation : Mesurer la "rentabilité" de la concession a toujours été une tâche difficile puisqu'Enedis doit présenter une comptabilité nationale et se trouve par conséquent dispensée de tenir un compte d'exploitation par concession. La Loi du 10 février 2000 qui a imposé au concessionnaire de dissocier comptablement l'activité d'acheminement de l'énergie a ajouté encore à la difficulté. Un effort a cependant été apporté pour tenter de présenter un chiffrage simplifié des principaux produits et charges d'exploitation. Il en résulte, à l'échelle du centre de distribution, un excédent de 5.061.000 euros. Ce chiffre n'est cependant qu'un indicateur et ne peut être considéré comme un résultat d'exploitation au périmètre de la concession.

La valorisation de la concession, enfin, fixe la valeur brute comptable à plus de 258 millions d'euros, dont plus de 43% est amortie.

Voilà, rapidement énoncées les principales informations figurant dans le rapport de contrôle 2021. Monsieur Roustan remercie le Comité de son attention et l'invite à faire part de ses réflexions ou interrogations.

Le Comité prend acte du rapport de contrôle 2021 et n'apporte aucune observation.

4- Appel des fonds de concours - programme 2022 d'effacement de réseaux basse tension.

Lors de sa séance du 22 juin 2022, le Comité syndical a arrêté le montant des subventions article 8 et sur fonds propres concernant les dossiers d'enfouissement de réseaux 2022 sur la base de montants estimatifs de travaux.

Le règlement article 8 dont la révision a été actée par le comité Syndical lors de cette même séance prévoit que les sommes restant à la charge des communes, qualifiées de fonds de

concours, soient appelées en octobre de l'année au titre de laquelle le programme a été retenu, soit en octobre 2022.

Le tableau ci-joint détaille le montant des sommes dues par chaque commune.

Il est proposé au comité syndical de solliciter les fonds de concours auprès des communes concernées tels qu'ils ressortent de l'état joint pour un montant total de 730 466 €, étant précisé que les calculs ayant été opérés sur des montants de dépenses subventionnables estimatifs, une régularisation pourra être soumise, en fin d'opérations le cas échéant, au vote du comité syndical.

Le Comité Syndical, après délibération, se prononce favorablement, à l'unanimité, sur le programme d'effacement de réseaux 2022 ainsi que sur la répartition de l'article 8 et valide les montants de fonds de concours à verser par les communes au titre du programme d'effacement de réseaux basse tension 2022 (nouvelle procédure) suivant détail figurant sur le tableau joint.

5- Subvention exceptionnelle de soutien aux communes rurales pour le passage de leur éclairage public à la technologie LED.

Certaines petites communes ont sollicité une aide financière du syndicat pour leur permettre de moderniser leur éclairage public (passage à la technologie LED), dans le but de faire des économies d'énergie. Ces demandes sont particulièrement insistantes dans la période actuelle d'envolée des prix de l'énergie.

Le syndicat ne dispose cependant pas des moyens financiers permettant de mettre en place une action globale, s'adressant à l'ensemble des communes. Il reste malgré tout particulièrement sensible aux efforts qu'il est nécessaire de déployer en vue de la recherche d'économies en matière énergétique.

C'est pourquoi le bureau propose d'aider les communes membres n'ayant jamais obtenu d'aide financière supérieure à 5 000 € dans le cadre de l'article 8. Ce soutien prendrait la forme d'un fonds de concours de 25 %, limité à 5 000 € et à une seule opération par commune.

Les communes remplissant les conditions devront transmettre leur facture avant la fin de l'année, de manière à permettre un mandatement de l'aide dès le début de l'année suivante, après inscription des crédits nécessaires au budget.

Ce dispositif pourrait être institué sur une période de 3 ans (2023 à 2025), pour laisser le temps aux communes intéressées de réaliser les travaux. Les factures correspondantes devront obligatoirement être postérieures à 2021.

Le comité syndical, après débat se prononce favorablement sur cette proposition et décide à l'unanimité :

- l'institution pour les 3 exercices à venir (2023 à 2025) d'une aide spécifique à la modernisation de l'éclairage public, en vue de la réalisation d'économies d'énergie, au profit des communes membres n'ayant jamais obtenu de subvention du syndicat supérieure à 5 000 € dans le cadre de l'effacement des réseaux (article 8) ;
- la fixation du montant de cette aide à 25 % du coût HT des travaux, dans la limite de 5 000 € et une seule opération par commune ;
- l'inscription des crédits nécessaires, aux budgets des exercices correspondants,

- d'autoriser le Président à déterminer les modalités pratiques de mise en place de cette aide.

6- Subvention à l'association « Electriciens sans frontières ».

Comme l'an passé, l'association « Electriciens sans frontières » sollicite le SISCODIPE pour l'octroi d'une subvention de fonctionnement visant à soutenir sa démarche d'assistance aux populations les plus démunies dans le monde pour l'accès durable à une énergie efficace et abordable.

Nous vous rappelons qu'il s'agit d'une ONG de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, qui regroupe plus de 1 000 bénévoles, dont certains sont issus de notre territoire. Cette association est intervenue notamment au Togo, au Pérou, au Bénin, à Haïti, au Congo, à Madagascar, aux Philippines, au Niger...

Depuis un an, les équipes Electriciens sans Frontières poursuivent leurs actions à distance en s'appuyant sur une préparation renforcée et adaptée ainsi que sur une confiance partagée avec leurs fournisseurs et partenaires locaux. Centrales solaires pour les écoles à Beyrouth, pompage solaire dans le Gulmu au Burkina Faso, implantation de « Cafés Lumières » au Bénin, fournitures de kits solaires dans les camps Rohingyas, plus d'une centaine de projets sont en cours et amènent chaque jour un peu de lumière aux plus défavorisés.

Compte tenu des objectifs poursuivis par cette association, une contribution du SISCODIPE à hauteur de 1 500,00 € pourrait être envisagée.

Le comité syndical, après débat, se prononce favorablement sur cette proposition, à l'unanimité, et autorise le versement en 2022 d'une subvention de 1 500,00 € à l'association « Electriciens sans frontières ».

7- Création d'un emploi permanent :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Comité syndical de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de la nécessité pour le syndicat de bénéficier d'un emploi de cadre chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du dispositif de réalisation des travaux d'effacement de réseau, ainsi que de la communication du syndicat, notamment le suivi et l'évolution du site internet du SISCODIPE, il convient de recruter un cadre administratif à temps non complet.

La création de cet emploi correspondra à une durée hebdomadaire de service de 8 heures, soit 8/35^e, à compter du 1^{er} février 2023.

Cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A de la filière administrative, au grade d'Attaché.

Si l'emploi ne peut être pourvu par un fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un agent contractuel dont les fonctions relèveront de la catégorie A dans les conditions fixées par

l'article L332-8 5° du code général de la fonction publique. Il devra dans ce cas justifier d'un diplôme de niveau Bac + 5 ou d'une expérience confirmée de plus de 10 ans dans un poste de niveau équivalent dans la fonction publique territoriale. Sa rémunération sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au grade d'Attaché, sur la base du 11e échelon.

Le comité syndical, après débat, décide à l'unanimité :

- la création de cet emploi,
- la modification du tableau des emplois qui en résulte
- et l'inscription au budget 2023 des crédits correspondants.

La séance étant terminée, Monsieur le Président lève la séance à 19 H 30.

Pour extrait conforme
THIONVILLE, le 29 novembre 2022

Fait et délibéré en séance
Suivent les signatures

Le Président
Jean-Paul WEBER

